

République Française
Département du TARN

CDC MONTS DE LACAUNE ET LA MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC - LACAUNE
Place Général de Gaulle - 81230 LACAUNE

Délibération relative à Complément à la délibération sur la convention de mandat entre EDF et la CCMLHL pour l'instruction des demandes d'occupation temporaire liées à des activités touristiques sur les lacs du Laouzas et de La Ravière

Séance du 27 mai 2024
Délibération n°D_2024_099

Nombre de conseillers

En exercice : 39

Présents : 29

Absents :

- dont suppléés : 0
- dont représentés : 6

Votants : 35

- dont « pour » : 35
- dont « contre » : 0
- dont abstention : 0

Le 27 mai 2024 à 18 heures 30, le Conseil communautaire de la Communauté de Communes des Monts de Lacauene et de la Montagne du Haut Languedoc, convoqué le 17 avril 2024, s'est réuni sous la présidence de Daniel VIDAL à Lacauene.

Présents : Max ALLIES, Véronique ARMENGAUD, Christian BARDY, Robert BARTHE, Alain BARTHES, Alexis BENAMAR, Jérôme BOUSQUET, Robert BOUSQUET, Marie-José BROUSSE, Alain CABROL, André CABROL, Isabelle CALVET, Richard COLLET, Francis CROS, Bernard DURAND, Jean-Claude DURAND, Pierre ESCANDE, Jacques FABRE, Denis MAFFRE, Georges MEROU, Antoine PROENCA, Jim RONEZ, Anne-Lise SAUTEREL, Didier SENEGAS, Marie-Claude STAVROPOULOS, Christian THERON, Armelle VIALA, Daniel VIDAL, Vincent VIDAL

Représentés : Pierre BAILLY représenté par Francis CROS, Marie CASARES représentée par Daniel VIDAL, Marie-Françoise CROS représentée par Didier SENEGAS, Michel FARENC représenté par Marie-José BROUSSE, Sandra RAMOND représentée par Jim RONEZ, Sylvie SOLOMIAC représentée par Robert BOUSQUET

Excusés : Evelyne BOUSQUET, Jacques CALVET, Jacqueline GRANIER, Moïse ROQUES

Secrétaire de séance : Robert BOUSQUET

Objet : **Complément à la délibération sur la convention de mandat entre EDF et la CCMLHL pour l'instruction des demandes d'occupation temporaire liées à des activités touristiques sur les lacs du Laouzas et de La Ravière**

Vu la délibération n°DBC_2024_027 en date du 8 avril 2024 autorisant le président à signer la convention de mandat entre EDF et la Communauté de Communes des Monts de Lacauene et de la Montagne du Haut Languedoc,

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024
Date de reception de l'AR: 30/05/2024
081-200066553-D_2024_099-DE
A G E D I

EDF et les services de l'état (DREAL) demandent à ce que soit précisé dans le contenu de la délibération les termes de l'article 22 de la convention concernant la redevance soit :

- à compter de l'année 2024, la Communauté de Communes des Monts de Lacaune et de la Montagne du Haut Languedoc, via le Service de Gestion Comptable (SGC) de Castres – Centre des Finances Publiques, BP 90405, 4 Avenue Charles DE GAULLE, 81108 CASTRES CEDEX, percevra les redevances des tiers et reversera à EDF 25% au titre des occupations sur le domaine public hydroélectrique.

Il est demandé aux membres du Conseil Communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer cette délibération et la convention telle qu'annexée à la présente délibération.

Entendu le rapport du Président,

Le Conseil de Communauté,

DECIDE

A l'unanimité des membres présents

- d'autoriser Monsieur le Président à signer cette délibération et la convention telle qu'annexée à la présente délibération.

Pour copie certifiée conforme

Le Secrétaire de séance – Robert BOUSQUET



Le Président – Daniel VIDAL



Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le 30 / 05 / 2024
et publié ou notifié
le 30 / 05 / 2024

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I

Convention de mandat

**entre EDF et la Communauté de Communes des Monts de Lacaune
Montagne du Haut Languedoc
pour l'instruction des demandes d'occupation temporaire liées à des
activités touristiques sur les chutes de**

**CHUTE DE BRASSAC – Retenue de La Raviège et
CHUTE DE MONTAHUT – Retenue du Laouzas**

**(Pour les occupations dont la durée n'excède pas
l'échéance de la concession)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

ELECTRICITE DE FRANCE, Société Anonyme au capital de 2 084 365 041 euros, dont le siège social est situé à PARIS (8ème), 22-30 avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 552 081 317, représentée par Monsieur Christophe CORTIE dûment habilité à cet effet en sa qualité de Directeur d'EDF Hydro TARN-AGOUT, faisant élection de domicile à Albi (81), Zone Industrielle AlbiTech – Rue Gustave Eiffel,

Désignée ci-après par l'appellation « Electricité de France » ou « Le concessionnaire »

D'UNE PREMIERE PART,

La Communauté de Communes des Monts de Lacaune Montagne du Haut Languedoc, représentée par son Président Monsieur VIDAL Daniel, sise Place du Général de Gaulle 81230 LACAUNE, dûment habilité par décision du (**Annexe n°1**),

Désignée ci-après par « La Communauté de Communes ».

D'UNE SECONDE PART,

Visa

Visa de la

Page 1 /20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I

PREAMBULE

Electricité de France exploite la chute hydroélectrique de BRASSAC retenue de la Ravière, en qualité de concessionnaire, et notamment la retenue artificielle de la Ravière, conformément au cahier des charges de la concession approuvé par décret en date du 28 mai 1964 modifié par l'avenant du 14 février 1983.

Par ailleurs Electricité de France exploite sur l'Agout et la Vèbre, la chute hydroélectrique de MONTAHUT, en qualité de concessionnaire, conformément au cahier des charges de la concession approuvé par décret du 6 mars 1961.

Ces aménagements ont été conçus pour la satisfaction du Service Public incombant au concessionnaire, c'est-à-dire la production d'énergie électrique en vue d'une fourniture aux usagers. C'est dans ce cadre que sont exploités les ouvrages de cette chute et par conséquent aucune obligation ou attribution n'incombe à Electricité de France en dehors de cette mission.

Depuis sa création, la retenue de la Ravière qui se situe sur les communes d'Anglès, de Lamontélarie et la Salvétat-sur-Agout et la retenue du Laouzas qui se situe sur les communes de Nages et Murat sur Vèbre, attirent de nombreuses activités touristiques et sportives.

Le développement des activités touristiques, sportives ou de loisirs doit être examiné en conciliant fréquentation et protection de l'environnement.

La présence d'activités sur le domaine concédé à Electricité de France doit faire l'objet d'autorisations précaires et révocables d'occupation des berges ou d'utilisation de la retenue. Conformément aux articles R513-1 et R513-2 du code de l'énergie spécifiques à l'occupation du domaine public hydroélectrique, la compétence de principe pour l'octroi des titres d'occupation temporaire du domaine public hydroélectrique est confiée aux concessionnaires pour les COT dont le terme n'excède pas l'échéance de la concession et ce quel que soit le cahier des charges type de la concession.

Les prérogatives pour consentir ces autorisations sont donc détenues par Electricité de France, en tant que concessionnaire des chutes de BRASSAC et MONTAHUT et gestionnaire du domaine public hydroélectrique attaché.

N'ayant reçu aucune mission relative à la satisfaction des besoins touristiques, nautiques sportifs, ou de loisirs et ne disposant d'aucun pouvoir de police sur la retenue, Electricité de France ne peut se charger d'assurer la sécurité des personnes voulant se livrer, sur ces plans d'eau, à des activités touristiques ou sportives.

Néanmoins, soucieuse de favoriser un développement maîtrisé du tourisme local, Electricité de France souhaite autoriser par convention la Communauté de Communes à occuper une partie du domaine concédé, comprenant le lac de La Ravière et le lac du Laouzas, sur les concessions de BRASSAC et MONTAHUT et de leurs berges. Il est précisé que la côte de la Ravière varie entre 642,00 m du NGF et 663,50 m du NGF et celle du Laouzas de 760 NGF à 776 NGF.

*Visa**Visa de la*

Page 2 /20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de réception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I

Ceci, afin de tenir compte des compétences de la Communauté de Communes des Monts de Lacagne et Montagne du Haut Languedoc à l'aménagement, l'entretien et l'exploitation touristique des rives du lac de la Ravière et du Laouzas, sur les chutes hydroélectriques de BRASSAC et MONTAHUT.

Electricité de France avec validation préalable de la DREAL Occitanie par courrier en date du a accepté le principe de transférer la gestion, l'entretien et l'exploitation touristique des rives de la retenue de BRASSAC la Ravière et de Laouzas MONTAHUT, à la Communauté de Communes.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions par lesquelles Electricité de France autorise la Communauté de Communes, à **gérer** les occupations des dépendances immobilières du domaine concédé des chutes hydroélectriques de BRASSAC retenue de La Ravière et MONTAHUT retenue du Laouzas (**Annexes n°2 et 3**) dans le but :

- d'exercer ou d'organiser (dans le cadre la procédure de pré-instruction définie à l'article 17) la pratique des activités touristiques, nautiques, de loisirs et sportives sur la retenue concernée et ses berges ainsi que la navigation,
- d'assurer l'entretien, la protection et la bonne conservation des emprises mises à disposition,
- **de faire respecter les conditions fixées aux articles 3, 4 et 5 pour l'édification ou l'aménagement des installations facilement démontables nécessaires à la pratique des activités touristiques, nautiques, de loisirs et sportives ainsi autorisées.**

La présente convention a pour objet également de préciser le cadre juridique général qui règle les relations entre la Communauté de Communes et Electricité de France dans le traitement des demandes d'autorisations dont la durée d'occupation n'excède pas les échéances respectives des 2 concessions (cf article 17 « *Procédure d'instruction des demandes d'occupation* »).

La présente ne porte que sur l'objet ci-dessus strictement défini.

ARTICLE 2 – DEPENDANCES IMMOBILIERES MISES A DISPOSITION

Le droit d'occupation consenti par Electricité de France à la Communauté de Communes s'exercera sur le domaine public hydroélectrique concédé existant sur les territoires des retenues du la Ravière et du Laouzas, à l'exception des zones strictement réservées à l'exploitation.

Le domaine public hydroélectrique de la Ravière s'étend sur la retenue et les berges jusqu'à la cote 663,50 NGF et jusqu'à 776 NGF pour la retenue du Laouzas.

Pour plus de détails sur les zones mises à disposition, les comparants déclarent s'en référer le plan joint en **annexe n°3** de la présente convention.

Visa

Visa de la

Page 3 /20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I

CHUTE DE BRASSAC - Retenue de La Ravière		
Communes	Section	Numéro
Anglès	B	132
Anglès	C	252
Anglès	D	25
Anglès	D	26
Lamontelarié	AT	127
Lamontelarié	AY	54
La Salvetat-sur-Agout	BK	1
La Salvetat-sur-Agout	BK	4

CHUTE DE MONTAHUT - Retenue du Laouzas		
Communes	Section	Numéro
Murat-sur-Vèbre	L	194
Murat-sur-Vèbre	L	676
Nages	A	1359
Nages	A	1360
Nages	A	1364
Nages	D	1089
Nages	D	1093
Nages	D	1317
Nages	E	2320
Nages	E	2321
Nages	E	2324
Nages	E	2551
Nages	F	1913

ARTICLE 3 – INSTALLATIONS AUTORISEES SUR LE DOMAINE PUBLIC HYDROELECTRIQUE

Sont autorisés les aménagements affectés à l'exercice des activités nautiques, touristiques, sportives ou de loisirs et ce dans la limite des prescriptions du décret en vigueur.

Ils doivent satisfaire à la réglementation existante en matière d'environnement et d'urbanisme en vigueur au moment de leur première installation.

Ces aménagements devront être légers et facilement démontables. Dans la mesure du possible, le bois sera privilégié.

ARTICLE 4 – EXECUTION DES INSTALLATIONS AUTORISEES A L'ARTICLE 3

Les travaux à réaliser au titre de l'article 3 par la Communauté de Communes et les bénéficiaires des conventions d'occupation temporaire devront répondre aux normes de

<p> <i>Visa</i> <i>de la Communauté de Communes</i> </p> <p> Date de transmission de l'acte: 30/05/2024 Date de reception de l'AR: 30/05/2024 081-200066553-D_2024_099-DE A G E D I </p>	<p> <i>Visa de la</i> <i>Communauté de Communes</i> </p>
--	---



Aff. Sifon N° 56355/SS

sécurité en vigueur et être exécutés suivant les règles de l'art, conformément au dossier détaillé de ses installations.

La Communauté de Communes déclare avoir parfaite connaissance du fait que le niveau de la retenue peut varier. Les aménagements que la Communauté de Communes autorisera à réaliser sont susceptibles d'être émergés ou submergés. Elle prend à sa charge les risques signalés et s'engage à prendre toutes dispositions en conséquence. La Communauté de Communes s'engage à tout mettre en œuvre pour que les installations autorisées restent solidaires de leur ancrage en cas de submersion pour éviter tout risque de dérive vers le barrage.

Avant tout début d'exécution, la Communauté de Communes communiquera à Electricité de France le programme des travaux ainsi que les plans d'exécution pour vérification du respect de l'article A521-40 du code de l'énergie et pour approbation. La Communauté de Communes s'engage, lors des travaux, à faire respecter les plans d'exécution approuvés. Toute modification de plan devra être portée à la connaissance et l'approbation d'Electricité de France.

Le dossier, ainsi que la demande de travaux correspondante, devront être adressés au groupement d'usine concerné :

Chute de BRASSAC Retenue de la Ravière ELECTRICITE DE FRANCE Chef du Groupement de Brassac Quai de la Fortouneirie 81260 BRASSAC (Tél. : 06.49.15.42.29)	Chute de MONTAHUT Retenue du Laouzas ELECTRICITE DE FRANCE Chef du Groupement de Montahut 34390 ST JULIEN (Tél. : 06.45.97.86.82)
--	--

La responsabilité de la Communauté de Communes ne pourra, en aucun cas, être dérogée vis-à-vis d'Electricité de France pour le motif que les travaux ont fait l'objet d'une entente préalable sur le dossier des installations ou sur les plans et conditions particulières de leur réalisation, sauf s'il était démontré que cette dernière avait commis une faute lourde en les acceptant.

Les travaux seront conduits sous l'entière responsabilité de la Communauté de Communes et à ses frais exclusifs. L'accord tacite ou exprès d'Electricité de France sur les aspects techniques ne saurait entraîner pour cette dernière une quelconque reconnaissance de responsabilité, ni dégager celle de la Communauté de Communes des conséquences que pourraient avoir, tant pour les installations elles-mêmes que vis-à-vis des tiers, l'exécution des travaux, l'imperfection des dispositions adoptées ou la présence de ces installations.

La Communauté de Communes s'engage à porter à la connaissance des entreprises intervenant pour son compte dans la réalisation de ces travaux les termes de la présente convention et à les faire respecter.

Au plus tard dans le mois qui suivra la fin des travaux, la Communauté de Communes fournira à Electricité de France le ou les plan(s) de récolement sur fond de plans parcellaires.

Visa

Visa de la

Page 5 /20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I

ARTICLE 5 – JOUISSANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES A L'ARTICLE 3

La Communauté de Communes et les bénéficiaires d'occupation temporaire auront la jouissance des installations qu'ils réaliseront dans le cadre de la présente convention, telles qu'elles sont décrites à l'article 3 ci-dessus.

La Communauté de Communes et les bénéficiaires d'occupation temporaire assumeront l'entière responsabilité desdites installations et en assureront eux-mêmes l'entretien, en accord avec Electricité de France. Les zones aménagées sont entretenues afin d'en préserver l'accès (gestion de la végétation), cf cartographie précisant les zones d'entretien à inclure (**Annexe n° 10**).

La Communauté de Communes et les bénéficiaires d'occupation temporaire assumeront eux-mêmes l'exploitation de leurs installations. Ils s'engagent néanmoins à demander par écrit au préalable à Electricité de France son autorisation pour toute opération ou travaux projetés, de même que pour toute modification de l'activité autorisée par la présente. Ces évolutions donneront lieu à la conclusion d'un avenant ou d'une nouvelle convention d'occupation temporaire.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS POUR LA BIODIVERSITE

Electricité de France est engagée depuis de nombreuses années dans une démarche de gestion durable et respectueuse de la biodiversité de son foncier. L'entreprise s'astreint à intégrer les enjeux spécifiques aux milieux naturels et aux espèces animales et végétales présentes, et étend désormais cette prise en compte de la biodiversité aux bénéficiaires de conventions portant sur son foncier.

Ainsi, la Communauté de Communes devra, au-delà des exigences légales et réglementaires auxquelles elle est déjà tenue de :

- s'informer sur les éventuelles zones protégées ou inventoriées, au titre du code de l'environnement, applicables au périmètre de la dépendance mise à disposition (exemples : zones Natura 2000/ ZNIEFF/ zones humides, ...) (**Annexe n°8**) ;
- ne pas utiliser de produits chimiques (herbicides, pesticides, fongicides, fertilisants,...) pour l'entretien des parcelles, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certaines espèces invasives (types Ambrosie, Renouée du Japon, etc.) ;
- favoriser la réalisation des travaux susceptibles d'affecter la biodiversité (gyrobroyage, fauche, taille des haies...) en dehors des périodes de nidification ;
- favoriser l'emploi du végétal local et, en tout état de cause, ne pas planter d'espèces exotiques ;
- soumettre préalablement à Electricité de France tout projet de construction ou plantation/végétalisation ;
- sensibiliser les clients / participants au développement durable et à la richesse des espaces naturels à proximité ;
- privilégier l'utilisation de produits éco-responsables ;
- récupérer et trier les déchets ;
- de façon générale, maintenir en bon état d'entretien, de propreté et d'esthétique les biens mis à disposition, les constructions et installations futures, ainsi que les abords, clôtures et portail d'accès.

En cas de constat par Electricité de France du non-respect par la Communauté de Communes

Visa

Visa de la

Page 6 /20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I



Aff. Sifon N° 56355/SS

de ses engagements, et après une mise en demeure de la Communauté de Communes par Electricité de France, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans suite cette dernière pourra être amenée à résilier la convention pour non-respect de ses obligations par la Communauté de Communes dans les conditions prévues à l'article « Suspension ou résiliation » de la Convention.

Lorsque que la convention porte sur du foncier situé en zone Natura 2000, la Communauté de Communes peut également s'engager dans le cadre d'une charte ou d'un contrat Natura 2000, et dans ce dernier cas, bénéficier des contreparties financières associées (MAET ou aides non agricoles). A ce titre, elle devra se rapprocher des correspondants Natura 2000 nommés par arrêtés préfectoraux et dont les coordonnées sont disponibles sur le site de la préfecture.

ARTICLE 7 – RESPECT DE LA LEGISLATION ET DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR OU A VENIR

L'autorisation accordée à la Communauté de Communes reste soumise aux restrictions résultant des dispositions légales ou réglementaires en vigueur ou à intervenir notamment en matière de police de l'eau, de sécurité des personnes, de protection de l'environnement, de salubrité, d'urbanisme ou de police de pêche.

La pratique de la navigation, relève de l'autorité du Préfet et non d'Electricité de France. Les activités sur les retenues de la Raviège et du Laouzas liées à la navigation devront respecter les arrêtés préfectoraux de navigation (**Annexe n°4**), et les activités sportives et touristiques la réglementation en vigueur qui s'impose à tout usager.

En outre, la Communauté de Communes **et les bénéficiaires des conventions** déclarent être parfaitement informés que la présente convention ne les dispense nullement d'obtenir d'éventuelles autorisations exigées au titre d'autres réglementations. Ils s'engagent ainsi à obtenir toutes les autorisations nécessaires pour l'exercice des activités autorisées à l'article 3, ainsi que pour l'implantation d'éventuels aménagements associés à leur pratique. Lesdites autorisations devront être communiquées à Electricité de France sur sa demande.

Tout retrait ou non renouvellement desdites autorisations ou non-respect de la législation et de la réglementation en vigueur provoquerait immédiatement la résolution de la convention, de plein droit et sans indemnité.

ARTICLE 8 – LEGISLATION APPLICABLE

Les dépendances immobilières faisant partie du domaine public hydroélectrique, l'autorisation accordée ne saurait en aucun cas relever de la législation de droit commun.

Les dépendances immobilières dont la gestion est consentie à la Communauté de Communes sont imprescriptibles, elles constituent le domaine public hydroélectrique de l'ETAT. En conséquence, la Communauté de Communes reconnaît que la présente convention est accordée à titre précaire et révocable, et qu'elle n'est constitutive d'aucun droit réel sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier réalisés par elle. En outre, et

Visa

Visa de la

Page 7 /20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I



Aff. Sifon N° 56355/SS

compte tenu de la qualité du cocontractant, il est précisé que les autorisations délivrées aux présentes ne s'analysent pas comme une superposition de domanialités publiques.

De même, il ne saurait en aucun cas être admis, pour quelque motif que ce soit ou pour quelque situation de fait qui se créerait, une référence à la législation sur les baux commerciaux ou les baux ruraux ou ceux assimilés.

ARTICLE 9 – LIBRE ACCES

La Communauté de Communes s'engage à laisser au concessionnaire, à ses préposés et aux personnes habilitées par Electricité de France la libre circulation sur les biens occupés par elle, ainsi que leur libre usage, usage dont elle reconnaît avoir pris connaissance auprès d'Electricité de France de la nature et de l'étendue.

ARTICLE 10 – PRIORITE DES ACTIVITES DU CONCESSIONNAIRE

Les chutes hydroélectriques de BRASSAC et MONTAHUT ont pour objet la production d'énergie électrique et son exploitation ne saurait être gênée en quoi que ce soit du fait de la présente convention.

La Communauté de Communes reconnaît la prépondérance absolue des besoins d'Electricité de France qui règlera librement le régime des eaux dans le cadre des obligations résultant des cahiers des charges des concessions et des consignes d'exploitation, et pourra notamment faire varier le niveau des retenues, sans qu'aucun recours, à quelque titre que ce soit, puisse être exercé à son encontre ou à celle de l'Etat, même en cas de vidange partielle ou totale des retenues, qu'elle qu'en soit la durée ou la saison.

Electricité de France se réserve la faculté, pour des raisons de sécurité, de suspendre, d'interrompre ou de résilier, sans indemnité et à tout moment, la présente convention, et sans que la responsabilité du concessionnaire puisse se trouver engagée de ce fait. La même faculté est accordée à Electricité de France aux mêmes conditions pour les besoins de son exploitation actuelle et future et des travaux s'y rapportant, mais en respectant un préavis de 6 mois.

Par ailleurs, les installations autorisées par la Communauté de Communes pourront être déplacées ou démontées, sans indemnité, sur demande d'Electricité de France motivée soit par des raisons de sécurité, soit par des impératifs d'exploitation ou de travaux. Ces opérations s'effectueront sans délai si elles sont motivées par des impératifs de sécurité et dans un délai de 3 mois à compter de la demande d'Electricité de France. Dans le cas contraire, Electricité de France aura la faculté de remettre les terrains en état aux frais de la Communauté de Communes.

Visa

Visa de la

Page 8 /20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DES TITULAIRES DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION**La Communauté de Communes et les bénéficiaires d'occupation temporaire :**

- s'engagent à utiliser les dépendances immobilières raisonnablement et les entretenir de manière régulière de façon à les tenir en parfait état. Electricité de France imposera, s'il y a lieu, ou fera exécuter à leurs frais les travaux nécessaires afin que cette condition soit remplie,
- conformément aux engagements pris par Electricité de France pour la protection de l'environnement, s'engagent à utiliser les terrains dans le respect de la conservation du milieu écologique et à maintenir la diversité de la flore et des espèces animales,
- s'engagent à ne procéder à aucun acte pouvant nuire directement ou indirectement à l'exploitation des chutes hydroélectriques de BRASSAC La Ravière et de MONTAHUT ni à la conservation des terrains et aménagements de ces chutes,
- assurent, sous leur seule responsabilité et à leurs frais, le fonctionnement, l'entretien, la surveillance, le remplacement et la réparation de leurs installations ou de leurs aménagements sur la zone dont l'occupation est consentie.

Par ailleurs la Communauté de Communes s'efforcera de ne pas susciter pour le concessionnaire des contraintes inutiles notamment au regard de l'accès aux dépendances de la concession. A cette fin, elle se concertera avec Electricité de France, chaque fois que nécessaire, afin de déterminer en commun les moyens techniques et les comportements propres à réduire au minimum les inconvénients pour les deux parties et pour assurer le respect des droits du concessionnaire, droits résultant de la législation sur l'hydroélectricité, du cahier des charges particulier des chutes de BRASSAC La Ravière et de MONTAHUT, des accords qu'il vise, et des consignes.

La communauté de Communes s'engage à assurer la surveillance des emprises citées à l'article 2 et précisées dans l'annexe 8, et à agir pour qu'aucune occupation n'intervienne sans autorisation régulière.

La Communauté de Communes veillera à la conservation des bornes existantes délimitant le domaine concédé à Electricité de France.

La Communauté de Communes fera son affaire de toutes les réclamations qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention. Elle informera Electricité de France de tout litige susceptible de s'élever du chef d'une éventuelle coexistence entre ses activités et celles qui lui seraient étrangères.

La Communauté de Communes devra solliciter le Concessionnaire pour toute nouvelle demande d'occupation dont elle serait elle-même directement Bénéficiaire.

ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire conserve la libre disposition des dépendances immobilières concédées. Il s'efforcera cependant :

Visa

Visa de la

Page 9 /20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I



Aff. Sifon N° 56355/SS

- d'informer la Communauté de Communes de tous travaux de réparation d'entretien ou de renouvellement des ouvrages hydroélectriques pouvant la concerner directement ou indirectement,
- de ne procéder, sans en avoir au préalable informé la Communauté de Communes, à aucune modification du profil des terrains dont elle a la gestion,
- de s'abstenir de tout acte étranger à l'exploitation de la chute de nature à nuire soit à l'activité de la Communauté de Communes, soit au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de ses ouvrages,
- d'informer la Communauté de Communes de toute occupation délivrée en dehors du cadre prévu à l'article 17.

ARTICLE 13 – NON EXCLUSIVITE D'USAGE DES BERGES ET DE LA RETENUE

La présente convention n'assure à la Communauté de Communes aucune exclusivité sur l'occupation des parties de berges et de la retenue consenties. Notamment, Electricité de France se réserve le droit de contracter des conventions d'occupations avec d'autres personnes publiques ou privées dans la mesure où l'autorisation accordée n'est pas incompatible avec les droits déjà consentis à la Communauté de Communes.

Dans ce cas, Electricité de France informera la Communauté de Communes de la nature, du bénéficiaire et de la durée de l'autorisation consentie. Cette information s'effectuera préalablement à l'entrée en vigueur de ladite convention et sera rappelée au cours du bilan annuel visé à l'article 17.

ARTICLE 14 – RESPECT DES DROITS DES TIERS

L'occupation est consentie sous réserve des droits des tiers.

La Communauté de Communes reconnaît avoir été suffisamment informée préalablement à la signature de la présente sur les droits antérieurement accordés par Electricité de France (**Annexe n°6**). Elle s'engage ainsi à exercer les droits qui lui sont conférés par la présente en respectant ceux qui sont susceptibles d'être accordés par Electricité de France.

Dans l'année qui précède l'échéance d'une occupation et a minima dans le cadre du bilan annuel, Electricité de France examinera conjointement avec la Communauté de Communes la possibilité de conclure un nouveau contrat selon les modalités fixées à l'article 17.

L'occupation est également consentie sous réserve des droits accordés aux titulaires du droit de pêche et de chasse, aux bénéficiaires des règlements faits par les autorités municipales et préfectorales, aux bénéficiaires de servitudes administratives et de celles résultant du code forestier.

La Communauté de Communes s'engage à ne rien faire qui, non expressément permis par la présente, empêcherait, restreindrait ou gênerait l'exercice par des tiers des droits antérieurement accordés sur les dépendances immobilières mises à disposition. En cas de

Visa

Visa de la

Page 10 / 20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I

difficulté, la Communauté de Communes saisira Electricité de France avant toute autre démarche.

ARTICLE 15 – ETAT DES LIEUX DES OCCUPATIONS

Un état des lieux contradictoire de la retenue et de ses berges, ainsi que des occupations recensées sur les dépendances immobilières concédées mises à disposition, a été réalisé en présence des représentants de la Communauté de Communes et des représentants d'Electricité de France préalablement à la signature de la présente.

Les occupations sans titre feront l'objet d'un examen conjoint entre Electricité de France et la Communauté de Communes. Les parties étudieront la possibilité de les régulariser sous forme d'une Convention Occupation Temporaire selon les modalités de l'article 17.

ARTICLE 16 – SECURITE DES PERSONNES SUR LA ZONE MISE A DISPOSITION

La Communauté de Communes prendra toutes les mesures nécessaires afin d'assurer, sur la zone dont la gestion lui est consentie, la sécurité des personnes et des biens au regard des risques liés à la présence des ouvrages hydroélectriques, en tenant compte tout particulièrement des risques mentionnés dans l'**Annexe n°5** « Document sécurité tiers », faisant partie intégrante de la présente convention. La Communauté de Communes déclare notamment être parfaitement informée des dangers que présente la retenue, et notamment des risques liés aux variations de chacune des retenues.

La Communauté de Communes devra notamment mettre en place, concernant les activités qu'elle organise, un dispositif :

- de surveillance des personnes,
- des équipements correspondants,
- de secours aux accidentés,

qui soit conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.

Elle devra par ailleurs mettre en place sur les berges et sur l'eau un dispositif de signalisation des zones aménagées par elle afin d'avertir les usagers des limites des zones surveillées.

La Communauté de Communes s'oblige à porter à la connaissance des usagers et des occupants des dépendances immobilières mises à disposition toute information liée à l'exploitation des chutes de BRASSAC retenue de La Ravière et de MONTAHUT retenue du Laouzas que lui communiquera par écrit Electricité de France. Elle devra justifier à tout moment auprès d'Electricité de France de la diffusion des messages qui auront été transmis. La Communauté de Communes informera les usagers des activités qu'elle organise des dangers pouvant résulter de l'existence et du fonctionnement des ouvrages hydroélectriques, ainsi que de la coexistence de ses activités avec les autres activités et équipements autorisés sur les parties de retenue.

Visa

Visa de la

Page 11 /20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I

La Communauté de Communes fera son affaire personnelle, hors de toute intervention et responsabilité d'Electricité de France, des risques qui en découlent pour ses activités, ses usagers, ainsi que pour les tiers occupants.

La Communauté de Communes mettra en œuvre, à ses frais et sous sa responsabilité, et entretiendra les supports d'information liés à la sécurité de ses activités. Cette mise en œuvre s'effectuera en concertation avec le concessionnaire. La Communauté de Communes affichera notamment sur ses panneaux toutes les informations communiquées par Electricité de France relatives aux risques hydrauliques et aux précautions à prendre. Elle devra pouvoir justifier à tout moment auprès d'Electricité de France de la diffusion des messages sécuritaires qui lui auront été transmis. Les modalités de cette communication sont précisées en **Annexe**.

La Communauté de Communes informera les usagers du plan d'eau et de ses abords, des dangers de tous type qu'ils sont susceptibles de provoquer par leur imprudence, négligence, inattention même si ces dangers résultent du seul exercice de l'activité.

La Communauté de Communes devra informer Electricité de France de toute situation dangereuse connue et susceptible de porter atteinte à l'intégrité physique de ses préposés, des usagers du plan d'eau et de ses abords ou d'une façon plus générale, des tiers.

ARTICLE 17 – PROCEDURE D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'OCCUPATION

La gestion du domaine public hydroélectrique revient à Electricité de France dans les limites du Cahier des Charges des concessions :

Pour la chute de BRASSAC La Raviège, approuvé par Décret en date du 28 mai 1964 et de son avenant du 14 février 1983.

Pour la chute de MONTAHUT du Laouzas approuvé par décret du 6 mars 1961.

Afin de prendre en compte les compétences de la Communauté de Communes en matière « d'aménagement, d'entretien et d'exploitation touristique des rives et des retenues de la Raviège et du Laouzas, Electricité de France souhaite impliquer la Communauté de Communes en lui déléguant l'instruction des Conventions d'Occupation Temporaire (COT) dont la durée n'excède pas l'échéance de la concession concernée sur les parties du domaine public hydroélectrique consentie.

La Communauté de Communes devra à cet effet garantir transparence et équité de traitement dans la mise en œuvre de la procédure.

Les titres devront être attribués dans le respect des dispositions des articles L 2122-1 et L 2122-4 et suivants du CGPPP.

17.1 Cadre général

Dans le cadre de ses missions, la Communauté de Communes s'engage à :

- recevoir les demandes d'occupation temporaires des tiers ;
- analyser, pour chaque cas, la recevabilité administrative de la demande, c'est-à-dire sa conformité aux critères de la pré-instruction tels que définis dans l'article 17.2 de la présente et aux dispositions du Code Général des Propriétés des Personnes Publiques ;

Visa

Visa de la

Page 12 /20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I

- dans la négative, elle notifie le rejet au pétitionnaire et en informe EDF PFA en lui transmettant son avis motivé ;
- dans l'affirmative, la Communauté de Communes consulte EDF pour validation de la conformité de l'activité avec l'exploitation des concessions.

Après accord d'EDF, la Communauté de Communes réalise une convention avec au préalable une procédure de publicité et de mise en concurrence si nécessaire, sur la base de critères de sélection déterminés en accord avec Electricité de France. Les éventuels frais de publicité seront à la charge de la Communauté de Communes.

La Communauté de Communes fera une capture d'écran de la publicité réalisée et la transmettra à EDF.

A la suite de cet avis de publicité, la Communauté de Communes reçoit les candidatures et sélectionne le candidat potentiellement retenu.

Il convient de rappeler qu'au regard de la prépondérance des activités et des besoins du concessionnaire, Electricité de France reste seule juge afin de pouvoir apprécier la compatibilité d'un projet avec l'exploitation des ouvrages hydroélectriques et de toutes leurs dépendances, eu égard notamment à tout aspect de sécurité et/ou de sûreté et des occupations et usages existants.

17.2 Instruction de la recevabilité administrative des demandes d'occupation

Dans le cadre de la pré-instruction, la Communauté de Communes contrôlera notamment :

- la nature de la demande qui doit être liée à la pratique des activités touristiques, nautiques, de loisirs et sportives autorisées sur le plan d'eau et/ou ses berges, ou à toute manifestation se rapportant à ces activités
- auprès d'Electricité de France la compatibilité avec la présence et le fonctionnement des ouvrages hydroélectriques étant entendu qu'Electricité de France en est seule juge.
- l'étendue de l'occupation sur les berges et/ou le plan d'eau, et la compatibilité ou l'incompatibilité avec de précédentes autorisations d'occupation accordées par Electricité de France sur le même secteur
- la durée de l'occupation par rapport à la fin du titre de la concession de Brassac (31/12/2033) et de Montahut (31/12/2041).
- le caractère économique ou non de l'occupation
- la qualité du pétitionnaire, sa compétence, son sérieux, les garanties financières apportées
- l'obtention des autorisations éventuellement nécessaires à la pratique des activités envisagées (autorisations exigées au titre d'autres réglementations)
- l'obtention des autorisations d'urbanisme éventuellement nécessaires à l'implantation des installations
- la souscription d'une police d'assurance couvrant l'activité ou l'occupation envisagée et comportant une clause de non recours contre Electricité de France sauf en cas de faute lourde ; une copie des certificats correspondants sera demandée.
- la présence d'un chiffre d'Affaires prévisionnel.

Visa

Visa de la

du pétitionnaire

Communauté de Communes

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de réception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I



Aff. Sifon N° 56355/SS

La Communauté de Communes réalisera les opérations de publicité et de mise en concurrence appropriées.

Dans ce cas, Electricité de France et la Communauté de Communes détermineront ensemble les critères de sélection des candidats.

La Communauté de Communes invitera Electricité de France lors de l'ouverture des plis.

Sur la base de ces critères, la Communauté de Communes sélectionnera le candidat et l'informera par courrier que son offre a été retenue, puis transmettra à Electricité de France, pour contrôle auprès de l'Etat et signature, la convention d'occupation temporaire qu'elle aura rédigée, dans le respect des étapes détaillées en **Annexe n°2** accompagnée de la délibération du conseil de la Communauté de Communes.

La Communauté de Communes adressera également un courrier type aux candidats dont l'offre n'aurait pas été retenue, dont une copie sera transmise au concessionnaire.

Dès l'entrée en vigueur de la présente, le modèle de convention d'occupation temporaire sera transmis par Electricité de France à la Communauté de Communes.

Electricité de France veillera à transmettre à la communauté de Communes le modèle de convention d'occupation temporaire mis à jour le cas échéant (**Annexe n°9**).

Electricité de France sera signataire de toutes les Conventions d'Occupation Temporaire en qualité de gestionnaire du domaine public hydroélectrique.

Les Conventions d'Occupation Temporaire sont strictement personnelles et non transmissibles, tout changement de bénéficiaire provoquerait la résiliation de plein droit de la convention. Elles sont accordées à titre précaire et révocable, et pour une durée d'occupation comprise **entre 2 jours et 9 ans**.

Les Conventions Occupation Temporaire donneront lieu au paiement d'une redevance par le bénéficiaire. Cette redevance devra être fixée conformément à l'article L 2125-1 du CGPPP, en tenant compte de l'économie générale du contrat.

La redevance sera réglée par le titulaire de la Convention Occupation Temporaire à la Communauté de Communes qui en versera une partie à EDF.

En complément, il est précisé que toutes les activités de vente (boissons, souvenirs, ...) doivent apparaître dans la convention. Dans ce cadre le bénéficiaire devra se doter de poubelles à tri sélectif dont le modèle sera identique pour l'ensemble des occupants.

ARTICLE 18 - BILAN ANNUEL

Les parties conviennent de se réunir annuellement pour dresser un bilan des autorisations consenties sur le domaine public hydroélectrique et s'assurer du respect des modalités prévues par la présente

Le bilan devra comprendre à minima les informations suivantes :

- La liste à jour des aménagements autorisés par la Communauté de Communes précisant leur emplacement précis et leur destination exacte. Aucun aménagement « en dur » ne pourra être réalisé sur le domaine public hydroélectrique ; toutes les installations devront être

Visa

Visa de la

Page 14/20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I

facilement et rapidement démontables.

- La liste des occupations (avec leur emplacement et destination exactes) consenties par Electricité de France sur les dépendances immobilières concédées.
- Un bilan des mesures de sécurité mises en œuvre durant la période de référence.
- La justification de la diffusion des messages qui lui auraient été communiqués par Electricité de France.
- Un bilan des redevances perçues par la Communauté de Communes afin de déterminer le montant de la rétribution à Electricité De France (cf article 21)
- Le concessionnaire informera la Communauté de Communes des conventions d'occupation qui seraient délivrés sur les lacs de Saut de Vésoles et Saints Peyres.

La Communauté de Communes et Electricité de France pourront joindre à ce bilan toute autre information qu'elles jugeront utile.

Electricité de France et/ou la DREAL pourra à cette occasion demander à la Communauté de Communes de lui fournir tout document lui permettant de vérifier la bonne exécution des procédures de publicité et de mise en concurrence.

ARTICLE 19 - APPEL A PROJET

Electricité de France se réserve la possibilité de mettre en œuvre un appel à projet sur tout ou partie du domaine concédé impactée par la présente.

Pour les appels à projet portant sur des activités de natures nautiques, touristiques, sportives ou de loisirs, ils seront étudiés et mis en œuvre en collaboration avec la Communauté de Communes.

Il est entendu que ces appels à projet devront être compatibles avec l'objet de la présente.

ARTICLE 20 - RESPONSABILITE

La Communauté de Communes s'engage expressément à n'exercer aucune action contre le concessionnaire, ses agents ou ses préposés, et à les garantir contre tout recours exercé contre eux à quelque titre que ce soit par des tiers, en cas de dommages de toutes natures imputables aux activités qui relèvent de sa compétence.

La Communauté de Communes fera son affaire de toutes les demandes d'indemnités qui pourraient lui être présentées en raison des dommages et accidents mentionnés ci-dessus.

Le présent article ne s'applique pas en cas de faute lourde du concessionnaire.

Visa

Visa de la

Page 15/20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I

ARTICLE 21 - ASSURANCE

En application de la présente convention, la Communauté de Communes s'engage à souscrire une assurance garantissant sa responsabilité en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels que pourraient subir les tiers, le concessionnaire ou son personnel du fait de ses activités, et ceci quels que soient l'état et le fonctionnement en toutes circonstances des biens mis à disposition.

Conformément aux principes de responsabilité définis dans la présente convention, cette assurance comportera une clause de non-recours contre le concessionnaire et son personnel et les garantira à la suite de toute action exercée directement à leur encontre en raison de dommages imputables aux installations et activités mentionnées dans la présente.

La Communauté de Communes sera en mesure de fournir une copie de son contrat d'assurance à jour ou une attestation d'assurance valide (**Annexe n°7**).

ARTICLE 22 – REDEVANCE

A compter de l'année 2024 la Communauté de Communes versera à Electricité de France, 25% des redevances perçues par la Communauté de Communes au titre des occupations sur le domaine public hydroélectrique, sauf pour les recettes des activités exercées en régie.

ARTICLE 23 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties signataires.

Elle est conclue à titre personnel, précaire et révocable, et expire de plein droit le 31/12/2026

Elle pourra être renouvelée à la demande du bénéficiaire sans toutefois dépasser la date d'échéance du titre de la concession de BRASSAC La Ravière, soit le 31/12/2033 et MONTAHUT le 31/12/2041.

Il est précisé que le bilan annuel pourra amener à une révision de la durée ou des conditions de la convention de mandat.

ARTICLE 24 – SUSPENSION OU RESILIATION

Les parties pourront dénoncer la présente unilatéralement, sans devoir en justifier les motifs, ni indemnité, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 6 mois.

Electricité de France se réserve la faculté, à tout moment et sans versement d'aucune indemnité au profit de la Communauté de Communes, de suspendre ou d'interrompre les effets de la présente convention ou de la résilier, pour des raisons de sécurité, pour les motifs tirés de son exploitation ou des nécessités du Service Public dont elle a la charge, motifs dont elle sera seule juge. Cette faculté pourra également être mise en œuvre par Electricité de France si la Communauté de Communes ne respectait pas l'une des obligations mises à sa charge par la présente convention.

Visa

Visa de la

Page 16 /20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I



Aff. Sifon N° 56355/SS

La suspension, l'interruption ou la résiliation de la présente convention interviendra dès réception par la Communauté de Communes de la lettre recommandée avec accusé de réception qu'Electricité de France lui aura adressée.

ARTICLE 25 - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les emprises précisées à l'article 2 dont la gestion est consentie à la Communauté de Communes ont fait l'objet d'un état des lieux contradictoire avant la signature de la présente.

A l'expiration de la présente autorisation, et quelle qu'en soit la cause (terme, résiliation), la Communauté de Communes remettra en état les emprises en assurant l'enlèvement de ses installations. En cas de non-obtempération dans un délai de deux mois, Electricité de France aura la faculté de remettre la zone en état aux frais de la Communauté de Communes.

Electricité de France bénéficiera gratuitement et de plein droit des embellissements et améliorations non individualisables ou réalisées à demeure (ex : plantations, accès à l'eau).

ARTICLE 26 – TRANSMISSIBILITE

La Communauté de Communes étant une personne publique, elle bénéficie de la faculté de transmettre la présente convention à la personne publique qui viendrait à lui succéder dans le cadre d'un transfert légal de compétence entre personnes publiques. Hormis ce cas, la présente autorisation est personnelle et non transmissible.

ARTICLE 27 – FACULTE DE SUBSTITUTION DE L'ETAT

Conformément au contrat de concession, l'État se substituera à EDF pour l'application de la présente convention en cas de rachat, de déchéance, et d'expiration du titre administratif des chutes hydroélectriques de BRASSAC la Raviège et de MONTAHUT.

ARTICLE 28 - AFFICHAGE ET PUBLICITE DE L'AUTORISATION

En conformité avec l'article L 2122-1-4 la présente convention sera affichée par la Communauté de Communes à

L'affichage doit être réalisé immédiatement après signature par la dernière des parties et pendant un délai de deux mois.

ARTICLE 29 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS POUR LES TIERS

La présente convention pourra être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité et d'affichage visé à l'article 26.

Visa

Visa de la

Page 17 /20

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I

ARTICLE 30 – LITIGES

Tout différend dans l'exécution ou l'interprétation de la présente sera soumis à l'autorité du Préfet pour tentative de conciliation, avant de le porter devant la juridiction administrative compétente.

ARTICLE 31 - IMPOTS, TAXES ET AUTRES REDEVANCES

La Communauté de Communes paiera tous impôts, taxes, droits et redevances pouvant être dus à l'Etat, au Département et autres Collectivités, du fait de la présente convention et de son accomplissement.

ARTICLE 32- PIECES JOINTES

Les pièces suivantes font partie intégrante de la présente convention et lui demeureront annexées :

- **Annexe 1** : Délibération de la Communauté de Communes et statut
- **Annexe 2** : Processus de conventionnement et formulaire
- **Annexe 3** : Plans des retenues
- **Annexe 4** : Arrêtés préfectoraux et règlement de Navigations intégrant les zones d'exclusion
- **Annexe 5** : Documents sécurité tiers (Aménagements de BRASSAC et MONTAHUT)
- **Annexe 6** : Liste des conventions en cours
- **Annexe 7** : Attestation d'assurances de la Communauté de Communes
- **Annexe 8** : Etat des lieux des terrains mis à disposition
- **Annexe 9** : Modèle de Convention d'Occupation Temporaire
- **Annexe 10** : plans des zones nécessitant l'entretien de la végétation (chemins de randonnée, navigation au Gua Brass et à Nages)

Fait en trois exemplaires :

- un pour chacune des parties
- un pour l'autorité de contrôle

Visa

Visa de la

Date de transmission de l'acte: 30/05/2024

Date de reception de l'AR: 30/05/2024

081-200066553-D_2024_099-DE

A G E D I



<p>Pour EDF Nom : Christophe CORTIE Qualité : Directeur HYDRO TARN-AGOUT</p>	<p>Pour la Communauté de Communes des Monts du Haut de Lacaune Montagne du Haut Languedoc Nom : Monsieur VIDAL Daniel Qualité : Président</p>
<p>Tampon et signature</p>	<p>Tampon et signature</p>

Les informations vous concernant sont enregistrées dans un fichier informatisé, elles sont nécessaires à la souscription et la gestion du présent contrat et sont destinées à EDF, ses mandataires et prestataires. Elles sont conservées pendant 99 ans. Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, en justifiant de votre identité, vous pouvez exercer vos droits d'accès, de communication, de rectification, de portabilité, de limitation, d'opposition et de suppression sur ces données, en vous adressant à EDF DTEAM CCPFA, Département Expertise Foncier Industriel – 4 rue Claude-Marie Perroud - 31100 Toulouse. Ces droits peuvent également être exercés auprès du Délégué à la protection des données d'EDF par courrier électronique à l'adresse « informatique-et-libertes@edf.fr ».

Visa de la

Page 19 /20

A G E D I

